

Burundi : les défis du président Pierre Nkurunziza

RFI, 25 août 2010 Le président burundais Pierre Nkurunziza, 45 ans, sera investi jeudi 26 août 2010, après un scrutin qui a été boycotté par l'opposition. Lors de son second quinquennat, il devra faire face à plusieurs défis, dont la sécurité, la pauvreté et la corruption. La présidentielle du 28 juin dernier a été remportée par le président sortant Pierre Nkurunziza, seul candidat en lice. Son parti, le Conseil national pour le développement de la démocratie - Forces pour le développement de la démocratie (CNDD-FDD), a ensuite remporté les élections législatives et les sénatoriales, début juillet. Le Burundi sort de 13 ans de guerre civile, qui a duré de 1993 à 2006, entre une rébellion hutue et l'armée dominée par la minorité tutsie. Ce conflit a fait près de 300 000 morts.

L'une des principales organisations de la société civile du Burundi, l'Observatoire de l'action gouvernementale (OAG) a appelé mardi 24 août le chef de l'Etat à résoudre rapidement les principaux défis auxquels le pays fait face aujourd'hui. Et la liste est longue : sécurité, lutte contre la corruption, mais aussi dialogue avec l'opposition. Selon Onesphore Nduwayo, président de l'OAG, le principal défi auquel le président Pierre Nkurunziza doit faire face, après jeudi 26 août, est celui de la sécurité, d'autant plus que l'on parle de la résurgence de groupes armés. « Nous entendons qu'il y a des mouvements armés qui sont identifiés. Cela ne peut-il pas nous inquiéter ? », a affirmé le président de l'OAG. Plus de deux Burundais sur trois vivent en dessous du seuil de pauvreté. Et ce problème est aggravé par celui de la corruption qui s'est généralisée. « Combien de personnes ont été appréhendées en rapport avec cette question de corruption ? Alors que les choses se détériorent au jour le jour. Pour nous, toute malversation doit être combattue avec énergie et sans distinction », a souligné Onesphore Nduwayo. Le président de l'Observatoire de l'action gouvernementale a également appelé le chef de l'Etat burundais à tendre la main à l'opposition qui a boycotté le scrutin. Dans le camp du président Pierre Nkurunziza on est conscient, dit-on, de tous ces défis et on se dit prêt à y faire face. Onésime Nduwimana, porte-parole du parti présidentiel CNDD-FDD, a déclaré à ce propos : « Quand nous avons élaboré son programme (présidentiel), c'était justement pour trouver des solutions à ces problèmes. La solution n'est pas très simple, mais la volonté existe : celle d'appeler encore une fois la population burundaise au travail ». Cependant la société civile du Burundi rappelle entre autres que la lutte contre la corruption était déjà, en 2005, la première priorité du président Pierre Nkurunziza lors de son premier mandat.